

fonder leur stratégie de croissance sur de nouveaux emprunts à des taux d'intérêt flottants, même lorsque ces taux ont atteint des sommets inégalés.

Au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, aussi bien les gouvernements des pays de l'OCDE que les institutions financières internationales, encourageaient les banques commerciales et les félicitaient même de jouer un tel rôle dans le recyclage des pétrodollars. Ils n'ont pas su prévoir ce qui arriverait.

Enfin, bien que les statistiques montrent que les pays en développement avaient accru le nombre de leurs emprunts auprès de banques étrangères bien avant le premier choc pétrolier de l'OPEP, il ne fait aucun doute que les énormes montants de pétrodollars déposés par les pays arabes de l'OPEP dans les banques occidentales et les problèmes de balance des paiements qu'ils ont causés dans les pays en développement importateurs de pétrole ont alimenté cette tendance aux prêts et emprunts excessifs.

Toutes les erreurs de jugement commises à ce moment-là s'inscrivaient sur la toile de fond de « l'euphorie inflationniste » occasionnée, comme M. Hockin l'a souligné, par la hausse continue du prix des produits de base. « Tous, prêteurs et emprunteurs, gouvernements, institutions financières et particuliers, se sont fait prendre au jeu en se fondant sur une telle inflation d'espairs », croyant que le prix des produits de base « continuerait à augmenter indéfiniment », créant des conditions favorables au paiement de leur dette (13:9-10).

En outre, on a dit au Comité que l'une des raisons pour lesquelles les institutions financières publiques et privées n'avaient pas sonné l'alarme au sujet de l'ampleur croissante de l'endettement, était le fait qu'elles n'étaient pas bien renseignées. Un banquier en investissement de New York a dit au Comité que, pas plus tard qu'en 1982, la Banque mondiale chiffrait à 125 milliards de dollars le fardeau total de la dette du Tiers monde, alors qu'à son avis, cette dette était au moins deux fois et demie plus élevée. Abstraction faite des retards statistiques, la Banque n'incluait pas dans ses chiffres la dette à court terme, bien que les dettes à court terme aient été l'une des principales composantes des emprunts des grands pays débiteurs avant la crise. Bien plus, les chiffres publiés par la Banque des règlements internationaux à Genève sur les engagements des banques commerciales dans chaque pays, accusaient un retard appréciable, sans compter que les échéances des dettes de nombreux pays problèmes avaient été avancées. Il ne faut pas oublier non plus que certaines données statistiques étaient confidentielles. M. Richard Erb, directeur général adjoint du FMI, a admis devant le Comité que les rapports statistiques auraient dû être plus précis et plus complets, touchant non seulement les données sur la dette mais également les données économiques générales. On voit, aujourd'hui, qu'il aurait fallu mettre en oeuvre des techniques plus efficaces de surveillance à l'échelle nationale et internationale. Les banques l'ont elles-mêmes reconnu explicitement, puisqu'elles ont, depuis, mis sur pied leur propre organisme, l'Institut de finances internationales, dont le mandat premier est de pallier ce manque d'information en recueillant des données sur les pays emprunteurs.